Informations de base	
2004/2566(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur les incidences environnementales des sonars navals actifs à haute intensité **Subject** 3.15.01 Conservation des ressources halieutiques et de pêche 3.70.07 Pollution acoustique, bruit	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
28/10/2004	Décision du Parlement	T6-0047/2004	Résumé
28/10/2004	Résultat du vote au parlement		
28/10/2004	Débat en plénière		
28/10/2004	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2004/2566(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution sur question orale/interpellation
Base juridique	Règlement du Parlement EP 142-p5
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Question orale/interpellation du Parlement		B6-0018/2004	25/10/2004	
Proposition de résolution		B6-0089/2004	28/10/2004	
Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité		T6-0047/2004 JO C 174 14.07.2005, p. 0065-0186 E	28/10/2004	Résumé

Résolution sur les incidences environnementales des sonars navals actifs à haute intensité

2004/2566(RSP) - 28/10/2004 - Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité

Par 441 voix pour, 15 voix contre et 14 abstentions, les députés ont appelé l'UE et ses Etats membres à adopter un moratoire sur le déploiement des sonars navals actifs à haute intensité en attendant qu'une évaluation globale de leurs incidences environnementales cumulées sur les mammifères marins, les poissons et d'autres espèces marines soit réalisée. Les députés demandent en outre aux Etats membres de réduire sur-le-champ l'utilisation de sonars navals actifs à haute intensité dans les eaux relevant de leur juridiction. Les députés demandent également à la Commission d'effectuer une étude sur l'incidence des pratiques actuelles dans les mers européennes. Les députés souhaitent aussi que le secteur de l'industrie de défense évite les technologies qui risquent de provoquer des atteintes inutiles et graves à l'environnement et aux activités de pêche. Des solutions de remplacement doivent être trouvées, selon les députés.